

8 juin 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur l'avenir du Kosovo et sur les relations franco-américaines, à Heiligendamm le 8 juin 2007.

QUESTION - Est-ce que vous avez parlé du Kosovo hier soir, est-ce que vous savez s'il y a eu des propositions, notamment sur celle que vous avez faite ?

LE PRESIDENT - Je sors d'un entretien avec le Président BUSH qui est légèrement indisposé ce matin, et qui rejoindra la séance de travail dès qu'il le pourra. Cela ne nous a pas empêchés d'avoir un très large tour d'horizon sur l'ensemble de la situation internationale, le Liban, l'Afghanistan, l'ensemble des dossiers qui sont en cours.

Les sherpas et les directeurs des affaires politiques ont travaillé une partie de la nuit sur le Kosovo. Pour l'instant, il n'y a pas les progrès nécessaires, puisque je vous rappelle que, dans ma proposition, la question que j'avais posée comme premier élément, était la reconnaissance du caractère inéluctable, à terme, de l'indépendance du Kosovo. Nous allons sans doute en reparler ce matin.

QUESTION - Il y a toujours une menace de veto russe ?

LE PRESIDENT - Je crois qu'on peut le dire comme cela. Sur la résolution, pas sur ce que j'ai dit.

QUESTION - Vous voulez dire que Monsieur POUTINE n'est pas encore prêt à reconnaître cette perspective inéluctable d'indépendance ?

LE PRESIDENT - Cela veut dire que nous n'avons pas entendu les mêmes choses entre ce que Monsieur POUTINE a dit en séance et ce que son directeur des affaires politiques a dit cette nuit.

QUESTION - Est-ce qu'avec le Président BUSH, il y a un dossier clé sur lequel vous allez travailler en priorité entre la France et les Etats-Unis ?

LE PRESIDENT - Non, il n'y a pas de dossier clé. Tous les dossiers sont extrêmement importants. En matière de terrorisme, nous sommes amis et alliés, parce que toutes les démocraties sont en cause.

Sur le Liban, vous savez parfaitement bien que la politique des Etats-Unis et celle de la France ont toujours été très proches.

Sur l'Iran, la nécessité de l'unité de la communauté internationale passe naturellement par l'unité avec les Etats-Unis, mais aussi avec la Russie.

Sur l'ensemble des dossiers dont on a fait le tour, il y a une très grande communauté de vues. S'agissant des négociations commerciales, j'ai indiqué au Président des Etats-Unis que j'avais l'intention de défendre les intérêts de notre économie, de nos agriculteurs avec la même vigueur qu'il défendait, lui-même, les intérêts de ses agriculteurs, de ses entreprises. J'ai également indiqué que l'on ne pouvait pas demander autre chose que de la fermeté dans la défense de nos intérêts respectifs.

QUESTION - Que vous a-t-il répondu ?

LE PRESIDENT - Qu'il pouvait comprendre que je fasse la même chose que ce que font les Américains. Ce que j'ai dit d'ailleurs, y compris au Président BARROSO, c'est que je comprenais, bien sûr, les ouvertures et la nécessité de trouver un accord, mais que cet accord ne pouvait pas être fait au détriment des uns et à l'avantage des autres. Cela n'est pas possible. Je réclame de la réciprocité et la fin de la naïveté.

QUESTION - Savez-vous où est le Président Bush ?

LE PRESIDENT - Je ne suis pas son porte-parole et ce n'est pas à moi de vous donner des nouvelles. Je crois que son porte-parole vous en donnera.

QUESTION - Sur un plan personnel, comment s'est passé votre entretien ?

LE PRESIDENT - Très bien, j'ai été très sensible au fait que, malgré cette légère indisposition, le Président BUSH ait tenu à maintenir cette rencontre. Une longue rencontre de travail n'est jamais agréable lorsqu'on est un peu indisposé.

QUESTION - Un projet de visite aux Etats-Unis, en septembre, à l'Assemblée des Nations Unies, une visite officielle ?

LE PRESIDENT - Le Président BUSH m'a invité aux Etats-Unis et, bien sûr, j'ai répondu positivement. Ce que j'essaierai de faire, c'est de conjuguer la visite à New York et la visite à Washington, c'est-à-dire à la fin du mois de septembre.

QUESTION - Est-ce que vous avez parlé du bouclier anti-missiles, et de la contre-proposition russe ?

LE PRESIDENT - Oui, nous en avons parlé.

QUESTION - Est-ce que vous avez proposé à Monsieur BUSH qu'il y ait une sorte d'expertise franco-russe ? Est-ce que vous avez fait une proposition ?

LE PRESIDENT - La réponse du Président BUSH : «c'est intéressant, approfondissons les conditions techniques de cette proposition». Il y a une très grande harmonie entre la réponse du Président des Etats-Unis d'Amérique au Président POUTINE, et la proposition que j'ai faite pour essayer de comprendre. Tout doit être fait pour éviter un retour au climat de la guerre froide. Franchement, c'est absolument nécessaire.

QUESTION - Quelle est la conclusion sur le Liban ?

LE PRESIDENT - On va continuer de travailler ensemble.

QUESTION - Quand Monsieur BUSH dit : « c'est intéressant », il parle de la proposition de Monsieur POUTINE ?

LE PRESIDENT - Bien sûr. Moi, je n'ai pas fait d'autre proposition que celle d'approfondir les contacts entre les experts militaires pour comprendre de quoi il retourne.

Merci et bonne journée.